

Peillon plaide pour un « New Deal » européen

Candidat surprise à la primaire initiée par le PS après le renoncement de François Hollande, Vincent Peillon a dévoilé hier un programme touffu brassant nombre de thématiques (institutions, travail, santé, éducation, sécurité...), « inscrit dans l'histoire du socialisme et de la gauche », et très axé sur l'Europe.

L'idée « que c'est [cette dernière] qui empêche les politiques de gauche est fausse », s'est insurgé l'ancien ministre de l'Éducation nationale, qui compte donner d'abord des gages aux partenaires de la France en ramenant le déficit public à 1,5% du PIB en 2022.

Objectif : mille milliards d'euros d'investissements

Mais plus profondément, il a plaidé pour un « New Deal ⁽¹⁾ européen », en élaborant « un budget de la zone euro capable de soutenir l'activité et l'emploi » ; de lancer « un plan d'investissement » de 1000 milliards d'euros ; de parvenir à « l'harmonisation fiscale » ; et de construire « un pilier social » comprenant « l'adoption d'une directive-cadre sur le travail décent, l'adaptation des normes sociales ». Dans cette perspective, celui qui est aussi député eu-



Le candidat à la primaire de la gauche a dévoilé hier son ambitieux programme. (Photo AFP)

ropéen souhaite « acter une pause dans le processus d'élargissement » de l'Union. « Si nous ne pouvons pas avancer à 27, nous avancerons avec ceux qui le souhaitent et en priorité au sein de la zone euro. »

Il a souhaité également une Europe « à la hauteur » dans la crise migratoire, par la création d'un corps de gardes-frontières européens (une mesure en réalité déjà en œuvre depuis octobre dernier), la mise en place d'un « corridor humanitaire permet-

tant d'accueillir directement les réfugiés depuis les pays voisins de la Syrie » et l'instauration d'une « véritable politique européenne de l'asile ». « Je ne crois pas que l'Europe soit faite pour redonner de la souveraineté aux États, l'Europe se fait par transfert de souveraineté », a-t-il glissé au passage.

Un bouclier fiscal... pour les pauvres

Vincent Peillon, qui compte engager « 16 milliards de dépenses nouvelles » tout en réalisant des « économies structurelles de l'ordre de 3,5 milliards par an », a par ailleurs dit vouloir réformer la fiscalité nationale en se tournant vers les plus modestes, via notamment un « bouclier fiscal » qui plafonnerait la taxe d'habitation. S'il envisage de « revenir sur plusieurs dispositions » de la loi Travail, il ne compte pas l'abroger, car il « souhaite notamment conserver et approfondir le compte personnel d'activité, le droit à la déconnexion et l'extension de la garantie jeunes ».

1. Le « New Deal » est le nom de la vaste politique interventionniste mise en place par le président américain F. D. Roosevelt pour lutter contre la Grande dépression dans les années 1930.